

Mettons le tournant énergétique sur les bons rails

Le 3 mars, la population bernoise a refusé l'initiative populaire cantonale « Berne renouvelable » ainsi que le contre-projet du gouvernement et du Parlement. Ce vote clair des Bernois ne doit pas être considéré comme un refus d'utiliser les énergies renouvelables. Ce sont les restrictions radicales de la liberté de choisir et d'agir dans le domaine énergétique ainsi que des coûts élevés et inconnus qu'ils n'ont pas appréciés. Le tournant énergétique doit rester abordable.

La votation qui s'est déroulée dans le deuxième plus grand canton de Suisse a, sans aucun doute, valeur de signal pour les décisions fédérales en matière de politique énergétique. Un débat fondé et constructif sur le tournant énergétique sera possible seulement lorsque ses conséquences économiques seront présentées de manière transparente. Les citoyens affichent une saine méfiance à l'encontre de projets qui ne présentent à première vue que des avantages, mais dont les coûts sont dissimulés. Par ailleurs, les acteurs économiques, grands consommateurs d'électricité, ne sont pas liés à une technologie de production particulière. Pourquoi le seraient-ils ? Mais il faut se garder d'entraver sans raison la liberté et la responsabilité individuelle. Les opportunités liées aux énergies renouvelables peuvent être exploitées avec succès, également sans interventionnisme étatique.

L'économie élabore actuellement une proposition alternative pour le tournant énergétique, qui soit constructive et satisfasse au mieux les exigences de sécurité de l'approvisionnement, de politique climatique et de compétitivité, tout en minimisant les risques géostratégiques. Des résultats seront présentés en temps voulu. Quoi que décident le Conseil fédéral et le Parlement, un tournant énergétique politiquement acceptable, pondéré et réalisable ne pourra pas faire l'économie d'une légitimation par la démocratie directe.